

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail-Patrie

ECOLE INTERNATIONALE DES
FORCES DE SECURITE

DIRECTION GENERALE

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work- Fatherland

INTERNATIONAL SCHOOL FOR SECURITY
FORCES

GENERAL DIRECTION

INTERNAL ADMINISTRATIVE MANAGEMENT
STRUCTURE OF PUBLIC PROCUREMENT

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 2026/00005 /AONO/EIFORCES/SIGAMP/2026 DU 04 MAI 2026

POUR LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE À L'EIFORCES

1. Objet de l'Appel d'offres

Le Général de Brigade, Directeur Général de l'EIFORCES, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la souscription d'une police d'assurance automobile au titre de l'exercice budgétaire 2026.

2. Consistance des prestations

Les prestations à exécuter sont la couverture de la flotte automobile de l'EIFORCES composée de **rente-trois (33) véhicules**.

3. Période d'exécution

La période de couverture est de douze (12) mois.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est réservée aux Compagnies d'Assurances de droit camerounais installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les Etats membres de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA).

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de **quinze millions (15 000 000) Francs CFA**.

6. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est : **exclusivement hors ligne**.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de l'EIFORCES de l'exercice 2026.

Le budget prévisionnel est de **quinze millions (15 000 000) F CFA**, IMPUTATION : 60-13-164-00-11-113-310000-61520.

9

8. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission timbrée, assortie du récépissé de dépôt à la Caisse de dépôt et de Consignation (CDEC), acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure en annexe, d'un montant de **Francs CFA trois cent mille (300 000)**, d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date de dépôt des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables dès publication auprès de la Direction Administrative et Financière/ Bureau des Marchés, rez-de-chaussée. B.P 100 AWAE, Tél 658 72 35 86 / 74 45 26 59.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Bâtiment Administratif, rez-de-chaussée, Bureau des Marchés de la Direction Administrative et Financière B.P. 100 AWAE, (Tél : 658 72 35 86 / 674 45 26 59), dès publication du présent avis, par voie de presse écrite et/ou d'affichage dans les locaux de l'EIFORCES à AWAE, sur présentation d'une quittance de paiement au Trésor Public ou d'un reçu de versement au compte n° 33598860001 94, intitulé CAS-ARMP de la BICEC, d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de francs **CFA vingt mille (20 000)**.

11. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en langue française ou anglaise et en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marquées comme telles, devra parvenir sous pli fermé au Bâtiment Administratif, rez-de-chaussée, Bureau des Marchés de la Direction Administrative et Financière. B.P. 100 AWAE, Tél 658 72 35 86 / 74 45 26 59 au plus tard le 09 JUIN 2026 à **13 heures**, heure locale sous enveloppe cachetée, adressée au Général de Brigade, Directeur Général de l'EIFORCES avec la mention :

2026/00005 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE »
N° 2026/00005 /AONO/EIFORCES/CIPM/2025 DU 04 MAT 2026 POUR LA
SOUSCRIPTION PAR L'EIFORCES D'UNE POLICE D'ASSURANCE "AUTOMOBILE"

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

12. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;



- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète, conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée, assortie du récépissé de dépôt à la Caisse de dépôt et de Consignation (CDEC), le cas échéant, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en un temps.

L'ouverture des enveloppes « A », contenant les pièces administratives, « B » des offres techniques et « C » des offres financières sera effectuée à la salle de réunion le 09 JUIN 2026 à **14 heures précises** par la Commission Interne de Passation des Marchés, siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

14. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique, aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des candidats.

14. 1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect d'un de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont les suivants :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif dans un délai de 48h après l'ouverture des plis ;
- absence d'une copie certifiée conforme de l'agrément MINFI d'exercice de la profession d'assurance dans la branche concernée ;
- absence d'adhésion au code CIMA ;
- absence des états C4 et C11 des années 2023, 2024 et 2025 dûment certifiés par les services compétents du MINFI ;
- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;

- absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- score technique inférieur à **75% de « OUI »** ;
- absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

14.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées selon le mode de notation binaire suivant les critères ci-dessous,

| N° Ordre | Critères | Oui | Non |
|-------------|--|-----|-----|
| 1 | Présentation Générale de l'offre | | |
| 2 | Références générales du soumissionnaire et ancienneté | | |
| 3 | Références spécifiques du soumissionnaire dans les risques similaires au cours des trois dernières années | | |
| 4 | Description détaillée des garanties offertes | | |
| 5 | Modalités de mise en jeu de la garantie | | |
| 6 | Couverture des engagements réglementés | | |
| 7 | Couverture de la marge de solvabilité | | |
| 8 | Cadence de règlement des sinistres dans la branche similaire au cours des cinq dernières années (montant des règlements effectués) | | |

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Seuls les Soumissionnaires qui auront obtenu le score technique minimum de **75% de « Oui »** sur l'ensemble des critères essentiels seront jugés techniquement qualifiés et admis à l'analyse des offres financières.

15. Méthode de sélection de l'Assureur

L'assureur sera choisi par la méthode de sélection basée sur le coût.

16. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres, disposant de capacités technique et financière requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre aura été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant, les rabais proposés.



17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90)** jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Pour toute information complémentaire relative au présent Appel d'Offres, les soumissionnaires peuvent s'adresser au Bâtiment Administratif, rez-de-chaussée, Bureau des Marchés de la Direction Administrative et Financière. B.P. 100 AWAE, Tél 658 72 35 86 / 74 45 26 59.

19. Dénonciation des cas de corruption

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Awae, le 04 MAI 2026

**Le Général de Brigade, Directeur Général
(Maître d'Ouvrage)**



Général de Brigade
Bitoté André Patrice
Directeur Général EFORCES

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Pdt/CIPM /EIFORCES;
- Chrono/Archives.

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Homeland

INTERNATIONAL SCHOOL OF
SECURITY FORCES

GENERAL DIRECTORATE

INTERNAL STRUCTURE FOR THE
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT OF PUBLIC
PROCUREMENT



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work- Fatherland

INTERNATIONAL SCHOOL FOR SECURITY
FORCES

GENERAL DIRECTORATE

INTERNAL ADMINISTRATIVE MANAGEMENT
STRUCTURE FOR PUBLIC PROCUREMENT

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE

No. 2026/00005 /AONO/EIFORCES/SIGAMP/2026 of 04 MAI 2026

FOR THE SUBSCRIPTION OF MOTOR FLEET INSURANCE POLICY AT
EIFORCES

1. Subject of the Tender

The Brigadier General, Director General of EIFORCES, the Project Owner, hereby launches an Open National Invitation to Tender for the subscription of a motor insurance policy at EIFORCES for the 2026 financial year.

2. Scope of Services

The services to be provided cover the EIFORCES motor fleet, consisting of **thirty-three (33) vehicles**.

3. Term of coverage

The coverage period shall be twelve (12) months.

4. Participation and eligibility

Participation in this Call for Tenders is restricted to insurance companies incorporated under Cameroonian legislation and established in Cameroon, which meet the conditions laid down by the regulations in force within the member states of the Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA).

5. Cost Estimate

The estimated cost of the operation shall be **fifteen million (15,000,000) CFA francs**.

6. Bidding procedure

The method of submission required for this consultation shall be: **exclusively offline**.

7. Funding

The provision under this Call for Tenders are funded from EIFORCES budget for the 2026 financial year.

The estimated budget is **fifteen million (15,000,000) CFA francs**, ACCOUNT: 60-13-164-00-11-113-310000-61520.



8. Provisional bond

Each bidder must enclose with their administrative documents a stamped bid bond, accompanied by the receipt of deposit from the Deposits and Consignments Fund (CDEC), paid in cash, issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public procurement and listed in the annex, amounting to **three hundred thousand (300,000) CFA francs**, valid for one hundred and twenty (120) days from the date of submission of tenders. Failure to provide a bid bond issued by a first-rate bank or a leading financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond submitted but bearing no reference to the relevant tender shall be deemed missing. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

9. Consultation of the Tender Documents

The Tender Documents may be consulted during office hours, once published, at the Administrative and Financial Directorate/Procurement Office, ground floor. PO Box 100 AWAE, Tel 658 72 35 86 / 74 45 26 59.

10. Obtaining the Tender Documents

The hard copy of the Tender Documents may be obtained from the Administrative Building, ground floor, Procurement Office of the Administrative and Financial Directorate, P.O. Box 100 AWAE, (Tel: 658 72 35 86 / 674 45 26 59), upon publication of this Notice in the press and/or by posting at the EIFORCES premises in AWAE, upon presentation of a receipt for payment to the Public Treasury or a payment slip for account no. 33598860001 94, titled CAS-ARMP at BICEC, of a non-refundable fee of **twenty thousand (20,000) CFA francs** for the procurement of the Tender Documents.

11. Submission of tenders

Each tender, drafted in French or English and in six (06) copies, comprising one (01) original and five (05) copies marked as such, must be submitted in a sealed envelope to the Administrative Building, ground floor, Procurement Office of the Administrative and Financial Directorate. P.O. Box 100 AWAE, Tel. 658 72 35 86 / 74 45 26 59 no later than 09 JUN 2026 at **13:00** local time, in a sealed envelope addressed to the Brigadier General, Director General of EIFORCES, bearing the following:

'OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE
No. 2026/00005 /AONO/EIFORCES/CIPM/2025 OF 04 MAI 2026 FOR THE
SUBSCRIPTION BY EIFORCES OF A "MOTOR VEHICLE" INSURANCE POLICY

"To be opened during the tender opening session only"

12. Admissibility of tenders

The administrative documents, the technical proposal and financial offers must be enclosed in separate envelopes and submitted in sealed envelopes. The following will be deemed inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing details of the bidders' identity;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Envelopes not indicating the identity of the Tender;
- Envelopes not complying with the submission procedure;



- Failure to comply with the number of copies specified in the Tender Documents or submission of bids in copies only.

Incomplete bids, as defined in the Tender Documents, shall be declared inadmissible. This includes, specifically, the absence of a stamped tender bond, accompanied by the receipt of deposit from the Deposit and Consignment Fund (CDEC), where applicable, hand-paid, issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the templates in the Tender Document, shall result in the outright rejection of the tender without any right of appeal. A tender bond submitted but bearing no relation to the relevant tender shall be deemed missing. A tender bond presented by a bidder during the opening of tenders shall be inadmissible.

13. Opening of Bids

Bids shall be opened in a single session.

The opening of envelopes 'A', containing administrative documents, 'B' containing technical offers, and 'C' containing financial offers, shall take place in the meeting room on 09 JUN 2026 at 2.00 pm sharp by the Internal Procurement Committee, sitting in the presence of the tenderers or their duly authorised representatives who have full knowledge of the tender dossier.

14. Evaluation criteria

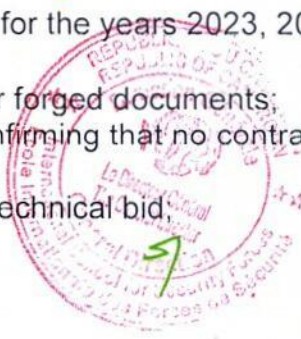
Evaluation criteria fall into two categories: eliminatory criteria and essential criteria. The purpose of these criteria is to identify and reject any incomplete bids or those that do not substantially comply with the conditions set out in the Tender Documents, relating in particular to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical bid, the technical specifications of the Tender Documents, and the qualifications of the candidates.

14.1 Eliminatory criteria

Eliminatory criteria set out the minimum requirements to be met in order to be considered for assessment against the essential criteria. They are not subject to scoring. Failure to meet any of these criteria shall result in the rejection of the offer.

The eliminatory criteria for this Call for Tenders are as follows:

- Absence or non-compliance of the tender bond at the time of opening of tenders;
- Absence or non-compliance of a document in the administrative file within 48 hours following the opening of tenders;
- absence of a certified true copy of the MINFI authorization to practice insurance profession in the relevant branch;
- Failure to adhere to the CIMA code;
- absence of the C4 and C11 statements for the years 2023, 2024 and 2025, duly certified by the relevant MINFI departments;
- false statements, fraudulent practices or forged documents;
- failure to provide a sworn statement confirming that no contracts have been abandoned in the last three years;
- inclusion of financial information in the technical bid;



- a technical score of less than 75% 'YES';
- absence of any element of the financial bid (the tender, the BPU, the DQE);
- absence of a dated and signed integrity charter;
- absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses.

14.2. Essential criteria

Technical bids shall be assessed using a binary scoring system based on the criteria below,

| No. | Criteria | Yes | No |
|-----|---|-----|----|
| 1 | General Overview of the Offer | | |
| 2 | General references and experience of the tenderer | | |
| 3 | Specific references of the tenderer regarding similar risks over the last three years | | |
| 4 | Detailed description of the cover provided | | |
| 5 | Terms and conditions for invoking the guarantee | | |
| 6 | Coverage of regulated liabilities | | |
| 7 | Coverage of the solvency margin | | |
| 8 | Claims settlement rate in the relevant line of business over the last five years (amount of settlements made) | | |

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Tender Data Sheet (TDS)

Only Tenderers achieving a minimum technical score of 75% 'Yes' across all essential criteria shall be deemed technically qualified and eligible for the financial bid analysis.

15. Method of selecting the insurer

The insurer shall be selected using a cost-based selection method.

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer complies with the main provisions of the Tender Documents, whose technical and financial capacity is sufficient to perform the contract satisfactorily, and whose offer is assessed as the lowest, taking into account any discounts offered where applicable.

17. Validity period of tenders

Tenderers shall remain bound by their tender for ninety (90) days from the deadline set for the submission of tenders.

18. Additional information



For any further information regarding this Call for Tenders, tenderers may contact the Procurement Office of the Administrative and Financial Directorate at Administrative Building, ground floor, P.O. Box 100 AWAE, Tel 658 72 35 86 / 74 45 26 59.

19. Reporting cases of corruption

To report any practices, incidents or acts of corruption, please call CONAC on 1517, or the Public Procurement Authority (MINMAP) (via SMS or phone call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Awae, on 04 MAI 2026

**Brigadier General, Director General
(Project Owner)**

Copies:

- MINMAP;
- ARMP (for publication and archiving);
- Pdt/CIPM /EIFORCES;
- Chronicle/Archives.



*Général de Brigade
Bitote André Patrice
Directeur Général EIFORCES*